



## Déclaration au CTL du 11 janvier 2016 (2<sup>ème</sup> convocation)

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans revenir sur le contexte général.

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans rappeler les attentats, événements d'une exceptionnelle intensité émotionnelle et dramatique et notamment ceux de janvier 2015 afin, ainsi et aussi rendre hommage à Bernard MARIS, lâchement assassiné lors du massacre de Charlie Hebdo.

Bernard MARIS ce visionnaire nous a laissé en 2002, un livre devenu incontournable : « Malheur aux Vaincus - Ah, si les riches pouvaient rester entre riches ». Les chapitres « A qui profite le crime ? », « L'organisation de la peur », « La régression » résonnent dans nos têtes et font étrangement écho à la situation actuelle, et la vacillation diabolique que nous vivons.

La mondialisation-globalisation « n'est autre que le retour à marche forcée vers un capitalisme sauvage, brutal, primitif, irrespectueux ». Effectivement, le pays en 2015 n'a jamais autant connu de reculs sociaux.

Pour preuve, par exemple, l'attaque inacceptable contre le pouvoir d'achat d' 1 directeur fonctionnaire sur 4 avec la suppression de l'indemnité exceptionnelle de compensation de la CSG (IECSG). Il est tout de même piquant de voir un gouvernement de droite gauche mettre fin à une prime au nom de l'équité en piochant 500 millions d'euros dans les poches des fonctionnaires, alors que c'est un gouvernement de gauche droite (M. Juppé était au gouvernement) qui avait instauré cette indemnité au nom de cette même équité en 1997, pour préserver le pouvoir d'achat des fonctionnaires ... !!!

2 0 1 5

A N N U S H O R R I B I L I S

2 0 1 6

« P a t r o n n e t u n o u s e x p l o i t e s e t e n p l u s  
t u n o u s l ' e x p l i q u e s . »

~~Par leur participation massive au scrutin professionnel du 4 décembre 2014, les personnels de la DDFIP de l'Ardèche ont incontestablement montré un fort attachement à l'exercice de la démocratie sociale. Ils ont donné une grande légitimité aux organisations syndicales représentatives, pour porter leur parole.~~

Une fois de plus vous nous réunissez pour constater que le département va encore perdre ~~7~~ emplois (~~1 AFIPA, 1 A, 1 B géomètre et 4 C~~) 10 emplois (4 A, 4 B et 2 C).

Pour une meilleure efficacité nous reprenons la déclaration de l'année dernière ...

Oui nous avons envie de monter sur la chaise et de crier « des emplois, des emplois ». Nous aimerions vous rappeler que derrière ces emplois supprimés, il y a des humains, des agents qui chaque jour essaient

de maintenir la qualité reconnue de notre service public.

Pourquoi voulons-nous des emplois ? Pas pour jouer les syndicalistes qui se doivent de protester sans réfléchir mais pour plusieurs réalités largement partagées par les collègues que nous représentons.

- d'une part l'État doit donner les moyens budgétaires et humains pour assurer le fonctionnement du service public républicain. Il ne peut demander aux entreprises privées d'arrêter de détruire des emplois, tout en le faisant lui-même sous couvert de modernisation de l'État.

- d'autre part et quoi que vous en pensiez, les fonctionnaires de la DGFIP comme tous les travailleurs, à tout niveau, ne demandent rien d'autre que d'effectuer ce qu'ils considèrent comme du bon travail. Remplir ce que nous croyons être notre mission, à savoir appliquer la loi et les règlements dans le respect de l'égalité de traitement de tous les citoyens.

La suppression de ~~32000~~ 34000 emplois depuis 2002 démontre la volonté politique d'affaiblir la DGFIP, nous n'avons plus les moyens de remplir nos missions.

Par exemple le contrôle systématique devient aléatoire.

Peu importe que la fraude fiscale soit évaluée à ~~60 milliards d'euros~~, 80 milliards d'euros il s'agit juste de marquer la présence de la DGFIP pour inciter les citoyens au civisme.

Peu importe que le Crédit Impôt Compétitivité Emploi puisse être capté par des entreprises fantômes sans contrôle, l'essentiel est l'affichage politique.

Peu importe que des communes soient privées de leur trésorerie de proximité, l'important est de réduire les coûts etc etc ...

Nous n'allons pas faire un catalogue du désengagement de l'État dans la vie publique.

Faut il donc renoncer ? Faut il rester spectateur de la dégringolade sans fin de notre administration ? Faut il alors s'étonner du malaise ambiant ? Faut il se réjouir que chacun calcule combien de temps « il lui reste » avant sa retraite ? Est-ce un signe de bonne santé d'une administration régaliennne ? Nous en doutons.

Nous sommes convaincus que dans une démocratie l'administration chargée de collecter l'argent public et de le gérer doit avoir les moyens de le faire en toute transparence, pas pour des statistiques, pas pour l'affichage, mais pour prendre sa part dans l'exercice de la démocratie, avec tous ses fonctionnaires.

Nous vous le disons clairement, il va falloir changer la manière de diriger ce département. Les personnels et leurs représentants attendent que vous les écoutiez, que vous teniez compte de leurs revendications, aussi bien en terme d'organisation qu'en terme de moyens.

Enfin les agents attendent qu'on les présente autrement que comme les responsables de la dette publique.

Solidaires Finances Publiques Ardèche ne participera pas à ce CTL, nous refusons de partager la responsabilité de vos mauvais choix.

Solidaires Finances Publiques Ardèche poursuivra sans relâche son action résolue contre la baisse des moyens humains et budgétaires mais POUR l'amélioration de la reconnaissance des agents et de leurs conditions de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques appelle plus que jamais les agents à se mobiliser, à dire non et à participer massivement aux actions locales et nationales pour la défense des conditions de travail, des missions, des rémunérations et du statut.